

Les enjeux des

Le printemps tunisien

La révolution tunisienne est une révolution d'essence populaire et d'aspiration démocratique. Le peuple tunisien s'est soulevé contre un régime et un système dictatoriaux, imposés à la Tunisie depuis le début des années 1950. Cette révolte, en dépit de son caractère pacifique, a été violemment réprimée par le pouvoir.

Elle a cependant réussi à emporter le régime monarchique du président Ben Ali et l'a contraint à quitter son pays. Certains, imbus de la culture autoritaire et dictatoriale, pensaient, à tort, que le peuple tunisien, était un peuple «amorphe, inerte» et qu'il pouvait accepter indéfiniment tous les «avilissements». Les Tunisiens, à l'instar de tous les peuples du monde, ont revendiqué leurs droits à exercer toutes les libertés et notamment les libertés politiques. Ces droits consistent

à choisir librement leurs représentants et en particulier celui où celle du président de la République ou du chef de gouvernement, qui disposera de la légitimité indispensable, pour mettre en œuvre les pouvoirs et les prérogatives que lui confèrera la Constitution que le peuple tunisien adoptera, par référendum, au cours des prochaines semaines, selon les autorités transitoires actuelles.

La révolution tunisienne est perçue par de nombreux régimes arabes comme «dangereusement contagieuse». Il est vrai que le brasier de cette dernière ne s'était pas encore éteint, qu'il reprit de plus belle en Égypte, au Yémen, à Bahreïn, en Jordanie, en Libye et enfin au Maroc. D'autres peuples arabes, musulmans ou autres, veulent aussi saisir l'histoire en marche vers la démocratie et la liberté. La démocratie et son corollaire la liberté est un processus historique universel, dont la dynamique ne peut être arrêtée, quels que soient les moyens militaires, financiers ou médiatiques que les États utiliseront et quelles que soient les politiques dictatoriales, inspirées d'idéologies autoritaristes, fondées sur la terreur, la violence et l'exclusion, qu'ils mettront en œuvre. La nature que revêt ce processus permet de penser que l'ensemble des États dictatoriaux basculeront inexorablement dans la démocratie. Dans ce contexte universel d'aspiration aux changements, les pays qui disposent d'un pouvoir politique «intelligent» et d'un État capable de prévoir et d'anticiper les événements et de s'y préparer le feront par eux-mêmes, d'une manière pacifique, par le dialogue, la concertation et la négociation. Quant aux autres, ils seront contraints et forcés d'instaurer la démocratie sous le «diktat» de la rue et par la volonté populaire.

Aux yeux des opinions publiques arabes et internationales, la dictature apparaît comme un système de type «archaïque», où c'est la loi du plus fort qui impose sa volonté. Elle apparaît aussi, pour ces mêmes opinions publiques, comme un système «obsolète», car elle existe depuis l'avènement

de l'homme, et, jusqu'à un passé récent, tous les États étaient organisés sous forme de royaumes absolus d'essence féodale, où de républiques autoritaires et dictatoriales.

Alors que la démocratie apparaît comme un système «artificiel» créé de toutes pièces par l'homme, répondant à l'obligation de partager les différents

pouvoirs, de répondre aux aspirations des citoyens, d'aboutir à un fonctionnement plus efficace des institutions de l'État, et de permettre par là même une meilleure et une plus grande participation des citoyens à la gestion de la cité.

En vérité, la démocratie est un système qui garantit l'exercice de toutes les libertés, et qui rejette tout esprit d'exclusion. La démocratie est aussi un système de gouvernance, dont l'efficacité en période de crise politique, économique, sociale ou

culturelle n'est plus à démontrer. C'est pour cela que les États disposant d'une Constitution démocratique agissent en permanence depuis près de trois siècles pour son évolution, son adaptation aux mutations sociopolitiques et son amélioration constante.

Les réformes

Ainsi, la démocratie porte en elle les conditions de ses modifications et de ses améliorations pacifiques. Ces dernières sont le résultat de concertations et de négociations avec toute la classe politique et les forces vives existantes au sein de chaque société. Les avancées et les progrès sont le fruit d'un consensus maximal. Le consensus n'est, évidemment, pas l'unanimité ; au mieux, il repose sur une majorité acquise par le dialogue, car il ne s'agit pas de «piéger» l'adversaire ou l'opposition, mais au contraire, de gagner son adhésion pour établir des règles justes, équitables et applicables à tous, en toutes circonstances. En fait, quand une démocratie est en crise, que cette crise soit de nature politique, économique, sociale ou culturelle, il s'agira avant tout d'ajouter une dose supplémentaire «de libertés et de démocratie».

L'Algérie, quant à elle, a vécu ces dernières années et continue de vivre une série d'émeutes et surtout des mouvements revendicatifs, d'apparence sociale, mais en réalité, sur fond d'aspiration au changement politique. La nature sociale de ces revendications légitimes porte essentiellement sur les logements et les injustices liées aux critères de leur distribution. Elles portent également sur les augmentations des traitements des employés de l'État, en liaison avec les dispositions du dernier statut général de la Fonction publique et des statuts particuliers. Ces revendications, par leur ampleur, par le large éventail des catégories socioprofessionnelles qu'elles couvrent, par leur multiplicité et par leur durée dans le temps, laissent apparaître l'inexistence de relais et d'intermédia-

tion, qu'ils soient politiques, syndicaux, associatifs ou étatiques. Tous ces facteurs démontrent la profondeur de la crise de confiance entre les citoyens et les gouvernants. Comme elles mettent à nu la démocratie algérienne, qui apparaît aux yeux des citoyens comme une dictature déguisée.

C'est dans ce contexte d'agitations sociale et politique, que le président de la République a pris, au cours du dernier Conseil des ministres, un certain nombre de décisions à caractère économique et social, qualifiées «d'ambitieuses et d'importantes» par certains observateurs de la scène politique nationale. D'autre part, le chef de l'État a annoncé «des réformes politiques profondes» qui concerneront la Constitution, la loi sur les partis politiques et le code électoral notamment. Il affirme que les projets de révision de la loi sur les partis politiques, du régime électoral et de la place de la femme dans les assemblées élues reflèteraient les vues et les propositions qui auront été exprimées par les partis politiques et les personnalités nationales. Ces différents projets seraient soumis pour adoption à l'actuel Parlement. Ces lois devraient permettre une large participation de toute la classe politique à des élections plus transparentes et plus crédibles, si les propositions faites par les partis politiques étaient réellement prises en compte.

La Constitution

La nouvelle Assemblée nationale, élue sur la base des nouvelles lois électorales et sur les partis politiques, devrait aboutir à une Assemblée représentative de toute la classe politique et de tous les grands partis et courants politiques. Elle aura à adopter le projet de la révision de la Constitution. Concernant cette dernière, elle doit être révisée en profondeur en ce qui concerne notamment la sensible question de l'organisation des différents pouvoirs.

Régime présidentiel ou régime parlementaire ?

La question du choix du type de régime politique futur est déjà lancée au sein de la société et des formations politiques. Chacun y va avec ses arguments en fonction de ses intérêts tactiques ou stratégiques. Le régime présidentiel, qui existe chez nous depuis l'indépendance, justifié par le «prétendu désir» du peuple algérien d'avoir un chef «identifiable et tout-puissant» qui l'incarnerait, qui le dirigerait et qui le gèrerait, a montré ses limites et souffre de graves suspicions envers le président de la République et les cercles qui l'entourent, notamment parmi ceux qui gouvernent avec lui. Ces questionnements sont accentués par la multiplicité des mandats présidentiels, la permanence du parti unique puis parti majoritaire, responsable des réussites, mais surtout responsable des échecs, et par la mainmise sur les administrations civiles et militaires comme sur l'économie. Toute

Par Abdelkrim Seddiki,*
abdelkrimseddiki@hotmail.fr

cette architecture politico-administrative de la superstructure de l'État est perçue par nos concitoyens, comme des organes de détournement de leur volonté et des instruments d'oppressions au lieu d'être des institutions au service de l'intérêt général. Peut-on, alors, imaginer un projet de révision constitutionnelle qui aurait pour objet, dans le cadre d'un éventuel maintien du régime présidentiel, de réduire les pouvoirs et les prérogatives du président de la République, tout en limitant le nombre de mandats à deux ? Le président de la République doit être le garant de la Constitution, de l'unité et de la souveraineté nationales ainsi que de la République et de la démocratie. Mais il ne doit pas gouverner. Il nomme le chef du gouvernement qui doit être issu du parti politique qui a obtenu la majorité absolue, ou relative, au sein de l'Assemblée populaire nationale (APN). Le chef de gouvernement gouverne et est responsable devant le président de la République et devant le Parlement. Le président de la République nomme les membres du gouvernement sur propositions du chef du gouvernement. Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères pourraient nécessiter l'approbation du président de la République. Le Parlement, quant à lui, doit voir ses pouvoirs élargis. Tous les domaines importants doivent relever du strict pouvoir législatif.

Le Conseil constitutionnel peut être saisi par le président de la République, le président de l'Assemblée populaire nationale ou le président du Conseil de la nation (art.166 de la Constitution).

Il serait plus démocratique que la saisine du Conseil constitutionnel soit élargie à 10 membres du Parlement, de même que des dispositions doivent être prises pour que le Conseil constitutionnel puisse s'autosaisir pour les questions qui relèvent de son domaine de compétences. L'ordonnance ne pourrait être utilisée qu'en cas d'absence durable de l'Assemblée nationale et en ce qui concerne, uniquement, la loi de finances ou des questions d'extrême urgence avérée. De même qu'il est incompréhensible pour les citoyens que des dizaines de juges soient révoqués ou mis à la retraite sans que l'on sache

quels délits ils ont commis. Ces derniers n'étant pas traduits devant les tribunaux pour les condamner s'ils sont coupables ou les réhabiliter s'ils sont innocents. Les juges ne seraient-ils pas justiciables comme tous les citoyens ? Pourquoi la Télévision nationale ne rapporte pas ces faits ? Les responsables de ce média pensent-ils que rapporter ces

faits, c'est jeter l'opprobre sur l'État et les institutions politiques ? Au contraire, c'est la grandeur de l'État et sa crédibilité qui sont renforcés quant celui-ci décide d'exclure les «éléments douteux» qui agissent en son sein au nom de l'État et au nom du peuple.

Les partis politiques sont donc un facteur déterminant du processus démocratique. Aussi, la fondation d'un parti politique doit être libre. Ainsi, l'article 18 de la loi sur les partis politiques doit être abrogé.